L'Afrique noire francophone

L'enjeu économique pour la France

ON assiste, depuis quelques années, à une transformation des relations entre la France et l'Afrique ; elle résulte à la fois de la crise économique internationale, des mutations du système productif français et des bouleversements qui secouent le continent africain. Nous pouvons en résumer brièvement l'évolution historique.

A l'époque coloniale, la logique de l'économie de traite, dominée par le capital marchand, était caractérisée par le dualisme interne « indigène »-« européen » et par la dépendance externe « métropole »-« colonie ». Réduit à son mécanisme élémentaire, le système colonial conduisait à exporter des produits agricoles tropicaux afin d'importer des biens de consommation métropolitains utilisés principalement par l'appareil d'État colonial et les Européens. L'Afrique restait le terrain d'élection des compagnies de commerce, elle était un espace réduit d'exportation des capitaux français. La crise de 1929 ayant conduit à un repli de la métropole vers son empire colonial, celui-ci, qui, en 1913, ne contribuait que pour 12 % du commerce extérieur français, en représentait 27 % en 1938.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, se constate une transformation du « système de traite ». En Afrique, l'afflux massif des capitaux publics (FIDES) (1), les travaux d'infrastructure,

(*) Nous tenons à remercier le SEQUI (Service des études et des questions internationales) du Ministère de la coopération et du développement par les documents qu'il nous a fournis et qui nous ont été d'une aide précieuse.

(1) Durant la période 1945-1960, les 4/5 des investissements français en investissements publics ont représenté les Afrique.

la naissance de l'industrialisation, la modernisation de l'agriculture, la reconversion du capital marchand en capital productif, sont autant de facteurs de mutation qui coïncident avec des changements sociaux importants dont les plus notables sont : l'explosion démographique, les progrès de la scolarisation et l'accélération de l'exode rural. S'opère alors une intégration croissante de l'Afrique sous domination des intérêts métropolitains : en 1954, les pays d'outre-mer (Indochine exclue) représentent 30 % des échanges extérieurs de la France ; la zone franc et le système des surprix sont des facteurs essentiels de cette intégration.

L'indépendance politique a été ainsi précédée par une mutation dans les relations commerciales et financières franco-africaines. Elle s'est traduite au niveau africain par une tendance à une plus grande insertion dans l'espace international (notamment européen) et, pour la France, par un retrait de ses marchés coloniaux protégés, au profit de son intégration dans le Marché commun.

Dans le cadre de la mutation du système productif français (concentration et centralisation du capital, internationalisation de l'échange, de la production et du financement), les flux commerciaux avec l'Afrique se sont réorientés vers des produits plus capitalistiques (biens d'équipement, biens intermédiaires) tout en perdant de leur importance relative. L'ancien capital colonial s'est reconverti : la Banque d'Indochine s'est redéployée vers les espaces industriels ; les firmes multinationales françaises se sont orientées vers les nouveaux pôles d'accumulation. Les grandes sociétés de traite se sont désengagées d'une partie de leurs activités commerciales et se sont reconverties vers le grand commerce urbain ou vers les activités industrielles ou minières (2). S'est ainsi affirmée une tendance à la marginalisation des relations économiques franco-africaines qui ne signifiait pas la suppression des intérêts « coloniaux » ni celle du rôle essentiel joué par certains pôles africains francophones (Côte-d'Ivoire, Gabon, Cameroun, Zaïre) ou anglophones (Nigeria).

Symétriquement, l'Afrique, tout en restant largement polarisée sur l'espace français, s'est davantage intégrée dans l'espace européen (accords de Lomé) et international. Au niveau des flux commerciaux, la part de la France dans les exportations et impor-

(2) Ainsi, la SCOA (185 filiales consolidées en 1978, chiffre d'affaires de 6,6 milliards, 30 000 employés) est passée sous contrôle de la Banque de Paris et des Pays-Bas en 1968 ; alors qu'initialement l'activité de l'entreprise était seulement commerciale, il y a eu progressivement développement des activités industrielles puis de transfert de technologie cependant que

son champ géographique d'intervention s'élargissait. La société a aujourd'hui six départements : industriel, équipement, auto, magasin, commerce international et financier. Cf. M. Beaud, « Unité et diversité du capitalisme français à l'égard du Tiers monde », p. 41-69 in *La France et le Tiers Monde*, Presses universitaires de Grenoble, 1979.

tations de l'Afrique est passée de 80 % (1960) à 40-50 % (1974) ; au niveau des mouvements de capitaux, s'est produite une multinationalisation des investissements extérieurs. L'essentiel des capitaux entrant en Afrique demeuraient publics mais tendaient à se privatiser, à se multinationaliser et à baisser en valeur relative.

La crise des années 1973-1974 marque une quatrième étape dans les relations franco-africaines. La France a, certes, maintenu ses intérêts culturels (francophonie), militaires (bases militaires ou rôle de gendarme), politiques (vote aux Nations Unies) et économiques dans son ancien empire colonial. Toutefois, le redéploiement vers les pays fournisseurs de produits stratégiques, la restructuration des intérêts économiques sous l'égide des grands groupes financiers, tels Suez et Paribas, au détriment du capital colonial, l'intégration des capitaux français dans des opérations de cofinancement, la baisse de l'aide publique et le relais partiel des prêts privés ont conduit à la fois à une marginalisation de l'Afrique dans les relations extérieures françaises et à une orientation privilégiée vers les pays fournisseurs des produits du sous-sol. Au-delà du noyau dur de l'ancien empire colonial et de la francophonie élargie, la France a étendu son champ d'influence vers les pays lusophones et anglophones. Le Fonds d'aide et de coopération (FAC) a perdu son importance par rapport à la Caisse centrale de coopération économique (CCCE).

En Afrique, il y a eu accélération des mesures de nationalisation du capital (contrôle du commerce extérieur, participations majoritaires de l'État dans les industries) et renégociation des accords de coopération. Surtout, l'Afrique a subi de plein fouet les effets de la crise économique internationale et connu de graves crises internes, écologiques (Sahel), alimentaires (déficit et dépendance vivrière), économiques et financières ; les déséquilibres financiers internes et externes se sont traduits par un endettement rapide. Longtemps chasse gardée de l'ancienne métropole, l'Afrique francophone est devenue davantage ouverte aux influences des grandes puissances. Elle constitue un nouveau champ de bataille pour l'approvisionnement en matières stratégiques ou l'installation de bases militaires.

Les pays africains ont eu de plus en plus de mal à réguler les explosions démographiques, scolaires ou urbaines, à financer l'appareil d'État ou à absorber l'excédent de main-d'œuvre, alors que les recettes d'exportation des produits tropicaux stagnaient ou régressaient et que l'industrie de substitution se heurtait, compte tenu des disparités des revenus, aux limites du marché intérieur. Les stratégies alternatives de dynamique des industries d'exportation ou de développement du secteur « informel » ne semblent pas permettre actuellement de résoudre la crise grave dans

laquelle se trouve une Afrique « *étranglée* » (Dumont et Mottin), « *désenchantée* » (Gosselin), « *trahie* » (Pomonti), « *déboussolée* » (Casteran et Langellier). Enfin, au-delà d'une homogénéité relative des États africains qui subsiste, malgré une nette différenciation depuis l'indépendance, on a pu constater un développement inégal et une divergence croissante entre deux groupes de pays : d'une part, les États producteurs de matières stratégiques (Gabon, Congo, Cameroun) ou connaissant une certaine accumulation (Côte-d'Ivoire, Togo), d'autre part, les États en crise (Madagascar, Tchad, RCA, Sénégal, Haute-Volta, Mali, Bénin) (3), dont certains — au-delà de la régression économique — connaissent une décomposition de l'appareil d'État (Tchad ou République centrafricaine).

Ce bref historique permet de resituer et d'expliquer la marginalisation et la polarisation des relations commerciales ainsi que la privatisation et la polarisation des relations financières franco-africaines. Nous étudierons dans cet article le cas particulier des EAM (pays africains et malgache de la zone franc) (4).

La marginalisation et la polarisation des relations commerciales

Les relations commerciales franco-africaines demeurent fondamentalement asymétriques : l'Afrique réalise les 3/4 de ses échanges avec les pays industrialisés (dont 50 % avec la CEE) et 5 % entre elle, alors que la CEE réalise 50 % de ses échanges entre elle et 5 % avec l'Afrique. Cette asymétrie reflète les différences de potentiel économique : pour un même volume de population (de l'ordre de 50 millions d'habitants), la France et les 14 pays EAM représentent, respectivement, un PNB de 440 milliards de dollars et de 22 milliards de dollars en 1978, soit un écart du PNB par tête de 1 à 20.

A ces flux commerciaux asymétriques s'ajoute le contrôle de la circulation internationale des marchandises par les groupes occidentaux (frêts, financement de commerce, assurances, etc.).

(3) Il s'agit principalement de pays enclavés faisant partie du groupe des 31 pays les moins avancés.

(4) Ces 14 États incluent : Bénin, Cameroun, Congo, République centrafricaine, Côte-d'Ivoire, Gabon, Haute-Volta, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo ; Madagascar et la Mauritanie ne font toutefois plus partie de la zone franc depuis 1973.

Cette dernière demeure caractérisée par l'inter-convertibilité libre et sans limites des monnaies de la zone à taux de change fixe, par l'unité de trésorerie et l'unité du régime des changes, par la liberté de transfert interne. La convertibilité extérieure de la monnaie résulte du mécanisme du compte d'opérations, la France participe à la gestion monétaire.

La marginalisation des flux commerciaux

Malgré une progression des échanges entre les EAM et la France de l'ordre de 10 % par an, la part des EAM dans le commerce extérieur français décline depuis 20 ans.

Pris globalement, les échanges extérieurs de la France avec les EAM se sont caractérisés par un excédent commercial croissant, malgré une légère détérioration des termes de l'échange français, de 1968 à 1979. Les exportations françaises en valeur ont plus que doublé entre 1960 et 1978 (taux de 10,6 % par an) alors que les importations françaises en provenance des EAM, après une croissance modeste durant la décennie soixante, ont tendu à régresser durant la décennie soixante-dix (taux de croissance sur la période de 8,5 % par an en valeur).

	1960	1965	1970	1974	1978	1979
<i>Part dans les exportations françaises</i>	6,3	5,3	3,9	3,2	3,6	3,1
<i>Part dans les importations françaises</i>	6,7	4,9	3,3	3,0	2,5	2,1

Source : Ministère de la Coopération, « Bilan sur vingt ans du commerce extérieur de la France et des États de la zone franc », Paris, 1980, p. 4.

Depuis le second choc pétrolier de la fin des années 1970, les pays membres de la zone franc ont été très affectés par l'environnement international (tensions inflationnistes, ralentissement de la croissance, tendance protectionniste) et l'excédent commercial français s'est accru.

	<i>Exportations</i>		<i>Importations</i>		<i>Solde</i>	
1977	11,3	6,8*	9,5	6,7*	+ 1,8	0,1*
1978	11,9	6,9*	8,4	6,1*	+ 3,4	0,8*
1979	13,0	7,5*	9,8	6,7*	+ 3,2	0,8*

* Côte-d'Ivoire, Cameroun, Gabon.

L'évolution des *prix relatifs* des exportations françaises par rapport aux importations a été favorable pour la France de 1960 jusqu'à 1968 ; elle s'est retournée durant la décennie soixante-dix (5) jusqu'en 1979, date où l'évolution des cours des produits agricoles et miniers n'a pas permis de compenser le renchérissement des produits manufacturés.

Évolution des termes de l'échange des pays d'Afrique à faible revenu

1970	1977	1980
79	100	68

Source : RAMSES, « Coopération ou guerre économique », 1981, p. 98.

La structure des échanges par produits

On observe un changement de structure dans les importations françaises : les produits miniers progressent au détriment des produits agricoles pour lesquels la demande française est restée à peu près stagnante depuis 20 ans. Les produits agricoles représentent aujourd'hui environ la moitié des importations françaises venant des EAM (6).

La progression des exportations françaises s'est accompagnée d'un déplacement des biens de consommation courants (textiles, cuirs) vers les biens d'équipement et les transferts de technologie. En 20 ans, la part des textiles et des cuirs est passée de 21 à 4 % des ventes françaises, celle des produits alimentaires de 16 à 12 % alors que les biens d'équipement passaient de 28 à 45 %. Cette évolution reflète, à la fois, le processus d'industrialisation par substitution des pays africains et la mutation du système productif français conduisant à un développement des activités d'amont capitalistiques.

(5) Par contre, les termes de l'échange des EAM non producteurs de pétrole hors de la zone franc se sont fortement détériorés depuis 1973 ; la facture pétrolière de ces États a décuplé depuis 1973 et doublé depuis 1978 : ainsi les 250 000 tonnes de pétroles importées par le Sénégal représentent 50 % de ses recettes d'exportation en 1980, contre 23 % en 1978. En 1980, il fallait, pour obtenir le même volume de pétrole et de produits industriels qu'en 1975, respectivement 2,6 et 1,6 fois plus

de ventes d'arachides et 1,7 et 1,1 fois plus de ventes de coton .

(6) Lors de leur accession à l'indépendance, les pays africains n'exploitaient que peu de ressources minières et pétrolières ; à partir de 1960 a débuté l'extraction du manganèse (Gabon, 1969), du fer (Mauritanie, 1963), de la potasse (Congo, 1969), des phosphates (Togo, 1961) et s'est développée l'exploitation du pétrole au Gabon et au Congo et des phosphates au Sénégal.

Le transfert de technologies — vente de matériel et de brevets accompagnés du « *know how* », « *know why* », ou « *show how* » — est devenu essentiel et le continent africain occupe la première place dans la vente des usines-clés en main et des services d'ingénieries. Les nouvelles modalités de financement international ont, certes, porté atteinte à l'hégémonie technologique de la France sur les espaces ex-coloniaux et ont conduit à une diversification géographique ; l'Afrique représente, toutefois, la moitié des marchés des sociétés minières d'Abetex (20 % pour l'Afrique francophone) (7).

La réorientation géographique des flux commerciaux

Il s'est produit également depuis l'indépendance une réorientation géographique des échanges : les importations françaises se sont concentrées sur les pays miniers (Niger, Gabon, Cameroun) et les pays à forte accumulation (Côte-d'Ivoire, Togo) au détriment des partenaires jadis privilégiés tels le Sénégal ou Madagascar. Les exportations françaises se sont réorientées vers les mêmes espaces. En 1978, trois États (la Côte-d'Ivoire, le Cameroun et le Gabon) fournissaient plus des 2/3 des importations françaises en provenance des EAM ; ces trois États plus le Sénégal représentaient 68 % des exportations françaises. On assiste, en même temps, à une généralisation progressive de l'excédent commercial français avec l'Afrique alors que, traditionnellement, la France était excédentaire vis-à-vis du Bénin, du Mali, du Congo, de Madagascar et du Tchad et qu'elle se trouvait déficitaire vis-à-vis du Gabon, de la Côte-d'Ivoire et du Togo.

Ainsi, les relations commerciales de la France avec les EAM paraissent quantitativement mineures. Toutefois le rôle de l'Afrique noire est moins négligeable qu'il n'y paraît. D'une part, la balance commerciale régulièrement excédentaire participe à l'équilibre de la balance commerciale française ; le fait que le compte d'opérations des Banques centrales soit créditeur contribue au maintien de la parité du franc et fournit des liquidités au Trésor public (8). D'autre part, les EAM assurent la sécurité des approvisionnements de la France en matières premières stratégiques : près de 60 % de l'uranium, environ 30 % du manganèse, du chrome et du phosphate. Enfin, les marges bénéficiaires des compagnies de fret, de transport, de négoce, d'assurances ou de financement

(7) Ainsi, de 1969 à 1976, le chiffre d'affaires des sociétés d'ingénieries membres d'Abetex est passé de moins de 1 milliard à plus de 4 milliards de francs (Sema,

Sodeteg, BCEOM, Sogreah, Euro-Equip).

(8) Les comptes d'opérations de la BCEAO et de la BEAC sont restés constamment excédentaires.

qui contrôlent le commerce extérieur demeurent substantielles (9). Au-delà des flux commerciaux enregistrés dans les balances commerciales, il y a contrôle des réseaux commerciaux et des marges par des sociétés commerciales disposant des avantages de l'espace intégré de la zone franc. Ces relations ne peuvent être saisies qu'en les rattachant aux relations financières existant entre la France et l'Afrique.

La privatisation et la polarisation des relations financières

Les colonies, contrairement aux thèses léninistes, n'ont jamais été des lieux importants d'exportation des capitaux français. De plus, à la différence des grandes puissances occidentales, la France n'a jamais été un investisseur notable à l'étranger ; on peut estimer que la France, durant la période 1970, a consacré à peine plus de 4 % du total de ses investissements à l'implantation de ses entreprises à l'étranger. Toutefois, depuis la crise, la nécessité d'accéder aux matières premières et énergétiques, la volonté de contourner les barrières protectionnistes, l'apparition des pays manufacturiers à bas coût de main-d'œuvre, ont conduit à un redéploiement industriel. Face aux excès de liquidités internationales, le rôle « d'intermédiation » financière joué par les banques américaines et européennes a conduit à un développement d'une économie de crédit international.

Il s'est produit un changement dans le financement international du développement : le nouveau financement est moins affecté, moins lié, plus rapide que l'ancien mais, en même temps, plus inégalitaire, moins porteur de connaissances et plus coûteux (10). On note également une tendance à la privatisation du financement international, une baisse relative des investissements directs et de l'aide publique, au profit des crédits à l'exportation et des prêts bancaires. Ainsi, les apports financiers publics ou privés (« versements nets ») de la France aux PVD peuvent être estimés à 43,5 milliards de francs en 1979 dont près de 90 % pour trois groupes d'opérations : 39 % pour l'aide publique (16,9 milliards), 27 % pour les prêts bancaires (11,5 mil-

(9) Selon nos études, ce n'est pas au niveau de la production et d'une comparaison des prix producteurs que l'on peut parler d'un échange inégal, comme le supposent les modèles marxistes ou néoricardiens ; c'est au niveau du contrôle de la sphère de la circulation des marchandises internationales dans l'espace national et

transnational qu'apparaissent les prélèvements de surplus par les firmes jouant sur les différences de prix dans le temps et l'espace.

(10) P. Guillaumont, « Substitution des contraintes dans le financement du développement », *Revue économique*, 1978, p. 1052-1090.

liards) et 21 % pour les crédits à l'exportation garantis par l'État (9 milliards de francs).

Nous estimons que les EAM ont reçu en 1979 (versements nets) de 7,5 à 8 milliards d'apports financiers français, soit un peu moins de 20 % du total versé aux PVD. L'aide publique française représentait en 1979 environ 4,4 milliards (soit 55 % des flux financiers) contre 2,4 milliards pour les prêts bancaires, soit 30 % pour les flux financiers, alors que les investissements directs étaient estimés à 458 millions de francs (11). Les flux publics continuent d'être majoritaires (60 %) mais, alors qu'ils représentaient les 4/5 des entrées des capitaux en 1960, les capitaux privés ont progressivement pris le relais.

Le déclin relatif de l'aide publique

Les flux d'origine publique (programmes d'aide bilatérale, prêts des institutions internationales, aide multilatérale) constituaient traditionnellement l'essentiel des entrées de capitaux dans les pays africains, alors que les sorties de capitaux concernaient les flux privés (épargne des ménages, profits des entreprises françaises) (12). Or les flux publics n'ont cessé de baisser en valeur relative dans les PVD et plus spécialement en Afrique (13).

L'aide française à l'Afrique noire francophone atteignait, en 1972, le double de la facture pétrolière des pays aidés ; elle représente, en mai 1981, 1/3 de cette facture cependant que l'aide publique de l'OPEP représente 40 % du coût des importations pétrolières de ces pays. Les ressources publiques extérieures dont ont disposé, en 1979, les États africains de la zone franc, peuvent être estimées à 11,1 milliards de francs contre 9,3 milliards de francs en 1978 ; l'aide publique française en représentait un peu moins de la moitié (4,4 milliards). Les EAM reçoivent environ la moitié de l'aide publique au développement de la France mais

(11) Les investissements privés effectués dans les pays africains de la zone franc (tels qu'ils sont recensés dans la balance française des paiements) et par les résidents français appartenant au secteur bancaire et non-bancaire, se sont élevés en 1979 à 2,7 milliards contre 2,5 milliards de francs en 1978. Les investissements directs nets, négatifs en 1978, se sont soldés par un apport de 458 millions, en revanche les prêts non-bancaires ont donné lieu à des remboursements (148 millions) supérieurs aux versements (12 millions) et les prêts non bancaires ont connu un ralentissement de l'expansion de leur encours global (plus de 2 391 millions en 1979 contre 2 570 millions en 1978). Cette inflexion a con-

cerné les crédits acheteurs. Source : *La zone franc*, 1979, p. 104.

(12) Cf. P. Hugon, « Évaluation de la coopération entre pays à niveau de développement inégal, aspects théoriques », p. 75-106, in J. Touscoz, *Évolution de la coopération*, Paris, Economica, 1976, et B. Maldant, *Les investissements publics nationaux et internationaux dans les pays francophones d'Afrique tropicale, 1946-1960*, Paris, IEDES, 1964.

(13) Entre 1970 et 1979, les apports financiers totaux consentis aux PVD sont passés de 19 à 80 MM \$ mais l'aide publique au développement tombait de 42,6 % en 1970, à 34,4 % en 1979.

leur part tend à diminuer globalement, l'aide multilatérale prenant le relais de l'aide bilatérale (14), et les prêts, celui des dons (15).

A l'intérieur de la zone franc, trois pays : la Côte-d'Ivoire, le Cameroun et le Sénégal, reçoivent l'essentiel des crédits extérieurs (quotas du FMI, prêts publics en provenance de la CCCE, Fonds européen de développement, etc.). Les pays les plus pauvres restent tributaires des concours bilatéraux publics (plus de 70 % pour le Bénin, le Niger et le Mali, contre 45 % pour la Côte-d'Ivoire et 30 % pour le Gabon).

	Coopération		CCCE		Total	
	1970	1980	1970	1980	1970	1980
CAMEROUN	100,6	248,7	33,8	313,0	134,5	565,8
CÔTE-D'IVOIRE	134,0	416,6	46,0	441,6	180,0	870,8
SÉNÉGAL	138,7	463,1	35,6	408,6	174,3	890,4
Total 3 États	373,3	1128,4	115,4	1163,2	488,8	2327,0
% 3 États	28,3	30,1	44,2	62,5	30,5	41,4
Total 14 États EAM	131,6	374,0	259	1860	1575	5600

Source : Calculs de l'auteur.

La polarisation de l'aide publique française sur quelques pays a fait passer, en dix ans, de 30,5 % à 41,4 % la part du Cameroun, de la Côte-d'Ivoire et du Sénégal. Elle résulte pour l'essentiel de l'action privilégiée de la CCCE (16).

(14) Les EAM ont reçu, en 1979, 2,9 milliards de francs de concours d'organismes multinationaux (dont 1,3 milliard de francs du FED et 1 milliard de la BIRD) et 3,5 milliards d'autres concours extérieurs.

(15) Outre le ministère de la Coopération (Titre VI) et la CCCE, l'aide publique française au développement concerne les prêts du Trésor pour l'espace hors de la coopération traditionnelle. Or la tendance est à l'augmentation relative de ces prêts ; en 1981, ils étaient de 2,4 milliards de francs ; en 1982, ils doivent croître de l'ordre de 160 % contre un accroissement de + 26 % pour le FAC et la CCCE.

(16) L'essentiel des prêts de la CCCE va aux pays ayant une capacité de remboursement suffisante (70 % sur 5 ans aux pays dont le revenu est supérieur à 300 dollars) ; toutefois, face aux difficultés financières récentes des PMA (pays moins avancés), la CCCE a ouvert un nouveau guichet de prêts à des conditions spéciales comportant un élément proche de 70 % ; les prêts à taux d'intérêt préférentiel (dits de premier guichet) ont progressé en cinq ans de plus de 25 % en moyenne chaque année, passant de 373 millions de francs (1974) à 1,2 milliard (1979), alors que les opérations de deuxième guichet baissaient.

Aide bilatérale française				
Évolution de l'aide publique française aux États dépendants de la Coopération (milliards de F.F.) (17)				
	Coopération	CCCE	Total des États dépendants de la coopération	Total 14 États EAM
1970	1,2	0,26	1,6	1,6
1971	1,3	0,22	1,6	1,6
1972	1,5	0,30	1,9	1,9
1973	1,7	0,35	2,2	2,1
1974		0,43	2,6	2,4
1975	2,1	0,63	2,9	2,6
1976	2,5	1,2	3,9	3,5
1977	2,6	1,3	4,0	3,5
1978	3,1	1,5	4,7	4,3
1979	3,6	1,3	5,2	4,4
1980	4,2	2,4	6,7	5,6

Source : Calculs de l'auteur à partir des documents du ministère de la Coopération et du Développement.

En l'espace de dix ans, l'aide publique française a crû à un taux moyen de 10 % (en francs courants) en passant de 1,6 milliards (1970) à 4,4 milliards (1979), elle a donc stagné en francs constants. Par contre, en 1980, le taux de croissance a été supérieur à 25 %.

En 10 ans, l'aide publique a changé de nature : l'aide aux investissements est passée de 23,2 % du total de l'aide à 13,9 % ; l'aide militaire de 9,3 % à 8,4 % et l'aide aux universités de 6,4 % à 0,5 %. Par contre, la part de la CCCE est passée de 16 % à 36,1 %. Cette réorientation de l'aide traduit un abandon des projets d'infrastructure culturels ou politico-militaires pour des projets économiques directement productifs, la CCCE jouant souvent le rôle de poisson-pilote ou de financier pour des firmes privées françaises.

On peut ainsi noter une évolution significative dans l'aide publique française aux EAM. Celle-ci, en baisse relative, n'a été que partiellement relayée par l'aide multilatérale. L'évolution de

(17) En 1970, 18 États dépendaient du ministère de la Coopération, les 14 EAM plus Burundi, Maurice, Rwanda et Zaïre ; Haïti (1973), Cap Vert (1975), Guinée Bis-

sau et Sao Tomé (1976), Djibouti, Seychelles (1977), Comores (1978), Guinée équatoriale (1979), se sont ajoutés à ces 18 États.

l'aide traduit le caractère plus mercantile, polarisé, et soucieux de rentabilité, de la politique de coopération française. Toutefois, la crise économique et financière, avec ses conséquences sociales et politiques en Afrique, a conduit, à la fin de la décennie 1970, à un développement de l'aide « *bouée de sauvetage* » pour des économies asphyxiées et à un accroissement significatif des flux publics.

Deux types d'aide publique peuvent être ainsi nettement différenciés : celle en forme de « *sauvetage* » des appareils d'État africains qui, à la limite, assure la paye des fonctionnaires ou finance les charges récurrentes et qui trouve sa signification dans le contexte géo-politique de maintien de la présence française ; celle constituant des « *super-crédits* » fournisseurs qui permettent la conquête des marchés ou l'implantation des filiales françaises et

Le changement dans la nature de l'aide publique

Comparaison de l'aide publique française en 1970-1975-1980 (millions de F.F.)						
	1970	%	1975	%	1980	%
<i>Aide aux investissements</i>	377,4	23,2	555,6	18,3	933,4	13,9
<i>Actions de coopération et de formation</i>	84,0	5,1	245,6	11,5	292,1	9,7
<i>Assistance technique civile</i>	418,5	25,7	760,2	25,3	1 541,9	23,0
<i>Assistance technique militaire</i>	108,0	6,6	137,0	4,5	291,0	4,3
<i>Formation militaire</i>	6,8	0,4	20,0	0,7	70,1	1,0
<i>Équipement militaire</i>	37,8	2,3	85,5	2,8	212,0	3,1
<i>Concours financiers civils et militaires</i>	79,1	4,8	164,9	5,5	404,6	6,0
<i>Recherche</i>	143,0	8,8	223,8	8,4	498,1	7,4
<i>CCCE</i>	259,9	16,0	636,1	21,2	2 418,4	36,1
<i>Ministère Universités</i>	104,3	6,4	63,6	2,1	38,6	0,5
TOTAL AIDE	1 625,9	100,0	2 992,0	100,0	6 746,1	100,0

Source : Calculs de l'auteur à partir des documents du Ministère de la coopération et du développement.

dont le caractère directement économique est plus prononcé (18). Cette distinction n'implique pas que la défense des intérêts économiques ne passe pas par des filières politiques.

La baisse relative des investissements directs

Les flux financiers privés ont pris en partie le relais des flux publics ; si les investissements directs français en Afrique demeurent marginaux et tendent à régresser en valeur relative, les crédits à l'exportation et les prêts bancaires se sont considérablement développés.

Cette évolution des relations financières franco-africaines reflète le désengagement des firmes multinationales dans les PVD au niveau des investissements directs et le développement d'une économie de crédit international résultant, à la fois, de la nécessité de recyclage des pétro-dollars par les banques privées jouant un rôle « d'intermédiation » financière au niveau international et de la recherche de débouchés extérieurs de la part des firmes en crise. Il n'y a pas seulement exportation des marchandises mais également de leurs financements (prolifération des crédits acheteurs, développement des accords de compensation, etc.). Compte tenu de la situation économique et financière de l'Afrique, la privatisation des flux financiers y est moins prononcée que dans les autres PVD. Les prêts bancaires et les investissements directs demeurent limités ; par contre, les crédits à l'exportation ont connu une nette expansion depuis 5 ans.

Jusqu'en 1960, les Français disposaient d'un monopole de fait dans les EAM ; les investissements directs concernaient principalement les activités de négoce, les industries de substitution des importations et d'exploitation des matières premières. Les sociétés multinationales françaises étaient toutefois faiblement implantées et seules quelques entreprises françaises de grande taille (Rhône-Poulenc, ELF, Peugeot, Mokta, Pechiney, Rougier) avaient des filiales ou des participations. Or, on a assisté, depuis 1970, à une baisse relative des investissements directs en Afrique, à un redéploiement géographique vers les pays les plus riches, à une réorientation sectorielle vers les projets minéraux et pétroliers et à une tendance à la multinationalisation des capitaux : l'essentiel des investissements directs sont concentrés sur quelques pays.

(18) Si le FAC participe plus du premier type et les prêts du trésor davantage du second type, on trouve au niveau de la CCCE à la fois des opérations « sauvetage » des finances publiques (Sénégal, Haute-Volta, Niger, Togo en 1981) et des

« super-crédits fournisseurs » aux firmes multinationales françaises de télécommunications (Thomson et CIT), d'équipements ferroviaires ou d'énergie électrique (Alstom Atlantique) ou d'exploitation minière (Cogema).

Ainsi, selon le fichier industriel d'EDIAFRIC (19) (échantillon de 859 entreprises industrielles existantes, ou en projet, en 1974-1975), la Côte-d'Ivoire, le Cameroun et le Sénégal recevaient 60 % de ces investissements. Il y a ainsi correspondance entre les lieux d'investissement des firmes multinationales et les pays bénéficiant des politiques d'aide publique (20).

L'industrialisation de l'Afrique s'était réalisée, à partir de 1945, sous l'impulsion des firmes de négoce (CFAO, SCOA, OPTORG). Ces firmes ont apporté leurs capitaux ou ont joué un rôle de garant, les activités industrielles constituant alors un support à leurs opérations commerciales ; en 1960, les intérêts français étaient présents dans 81 % des firmes industrielles, or ce pourcentage est tombé à 66 %, en 1975. Entre 1967 et 1974, les capitaux français n'ont pris des participations que dans 44 % des entreprises nouvellement créées. Alors que les capitaux français possédaient plus de la moitié du capital avant l'indépendance, ils en possédaient 41 % pour les entreprises créées entre 1960 et 1966, et 1/4 pour celles créées entre 1967 et 1974 (21).

On peut donc noter un relatif recul des investissements industriels, une intervention croissante des États, une stabilité relative des fonds locaux, un accroissement rapide des investissements étrangers. L'internationalisation de la production française dans les pays africains peut être ainsi caractérisée par les traits suivants :

— Le financement se fait par exportation des capitaux et pour une faible part par autofinancement ou mobilisation d'épargne sur des marchés financiers africains quasiment inexistantes ; la tendance est à la multinationalisation des capitaux et à la participation majoritaire des États africains.

— Les investissements s'expliquent, soit par la nécessité de contourner les barrières douanières, soit par la mise en valeur des ressources primaires, mais les investissements de sous-traitance internationale et de réexportation de produits industriels demeurent limités.

(19) EDIAFRIC, 1977.

(20) Les grandes sociétés de négoce restent très puissantes : Niger-France (Unilever), OPTORG (Suez et intérêts hollandais), SCOA (Paribas), CFAO (intérêts sucriers) ; ces trois sociétés ayant en 1976 réalisé respectivement 78 %, 60 % et 68 % de leurs chiffres en Afrique. Toutefois, les principaux investisseurs sont aujourd'hui pétroliers et miniers : ELF (Gabon, Cameroun), phosphates du Togo et du Sénégal, fer de Mauritanie, manganèse du Gabon, cuivre du Zaïre, chromite de Madagascar, bauxite et aluminium de Guinée et du Cameroun, uranium du

Niger. Selon J. Suret-Canale, un recensement en 1970 des actifs industriels étrangers dans les EAM indiquait que la moitié concernait des industries extractives dont 53 % de capitaux d'origine publique (45 % de capitaux français) et 47 % de capitaux privés (29 % de capitaux français) ; cf. *Les formes du capitalisme monopoliste d'État en Afrique tropicale d'influence française*, 1978, multigr.

(21) Cf. F. Haye, *Un aspect des relations France-Tiers monde ; d'une politique d'investissement à une politique de transfert*. Thèse pour le doctorat d'État de sciences économiques, Rennes, 1979.

— Si le poids des investissements dans le commerce import-export demeure important, depuis 1970, les branches prioritaires sont minières et pétrolières.

— Les investissements français dans le cadre des pays de la zone franc disposent, certes, à la fois d'avantages fiscaux importants (codes d'investissement) et d'une libre transférabilité des capitaux. Dans l'ensemble, les rapports bénéfiques/chiffres d'affaires et les taux de retour des capitaux placés en Afrique sont supérieurs à ceux des autres pays (22). Toutefois, ces facteurs ne sont pas suffisants, face à la limite des marchés et à l'importance des risques socio-politiques, pour faire de l'Afrique francophone un espace privilégié des investissements directs.

De plus en plus, se sont développées les entreprises conjointes : co-participation incluant des fonds autochtones publics ou privés, co-participation associant des intérêts étrangers entre eux. Il y a eu à la fois implantation des firmes multinationales étrangères dans le secteur pétrolier (Shell, Mobil Oil, Texaco, BP), diversification des nationalités des investisseurs (arabes, chinois, canadiens, japonais, allemands), développement des opérations de co-financement et reconversion des sociétés françaises.

Le relais des prêts bancaires et des crédits à l'exportation

Les surliquidités internationales, résultant des disponibilités monétaires alimentées par les pétro-dollars et par le déficit de la balance des paiements américaine, ont conduit à un accroissement des prêts bancaires aux PVD et à une privatisation de la dette. En même temps, en période de crise, les firmes ont voulu conquérir les marchés extérieurs, malgré le manque de solvabilité des acheteurs, d'où une accélération des prêts bancaires et des crédits à l'exportation français à destination du Tiers monde. Ces prêts et ces crédits ont respectivement doublé et plus que décuplé (en francs constants) au cours de la décennie 1970 et sont passés de la moitié à plus du double de l'aide publique (si on exclut les DOM-TOM) (23).

On assiste également à la multinationalisation des banques privées ou publiques : ainsi les filiales des banques françaises se sont-elles largement implantées en Afrique (BNP, Crédit lyonnais, Société générale, Paribas, Suez). Les prêts consentis par les banques françaises ont progressé parallèlement à ceux des autres pays

(22) L. Turner, *Multinational Companies and the Third World*, Londres, Allen Lane, 1974, 294 p.

(23) Cf. A. Postel-Vinay, « Réflexions

sur nos crédits à l'exportation et nos prêts bancaires à destination du Tiers monde », *Banque*, juin 1981.

(24) ; les versements nets annuels aux PVD sont passés de 92 millions \$ (moyenne des années 1969-70-71) à 1,8 milliard \$ (moyenne des années 1975-79) ; sur 2,7 milliards \$ de versements nets en 1977 et 1978, l'Afrique au sud du Sahara a reçu 279 millions de prêts bancaires, et l'Afrique dans son ensemble 914 millions \$. Dans les EAM ces prêts bancaires ont été limités aux seules économies solvables (Côte-d'Ivoire, Gabon).

Les versements annuels des crédits à l'exportation orientés vers le Tiers monde et garantis par l'État sont passés (exprimés en dollars constants) de 741 millions en 1970 à 1 800 millions en 1979 ; fin 1980, l'encours bancaire de ces crédits à l'exportation s'élevait à environ 60 milliards de francs, l'encours des engagements de garantie pris par la Coface pour le compte de l'État étant supérieur (25). Sur le total des 4 milliards de dollars de versements bruts de 1978, l'Afrique noire francophone et Madagascar représentaient 761,6 millions et l'ensemble de l'Afrique 2 135 millions.

Les grands contrats d'équipement vers les PVD (travaux publics, infrastructure de transports, barrages, usines-clés en main) ont été, depuis 1974, stimulés par les crédits commerciaux couvrant le décalage entre les livraisons et les règlements. La part des PVD hors zone franc représente environ 2/3 du montant des encours de crédit à l'exportation ; les principaux pays africains

Répartition des contrats d'équipements dans la zone franc notifiés à la Coface

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
<i>Zone franc, % total</i>	4,0	4,8	7,2	11,9	9,8	11,0	12,6
<i>Millions F.F.</i>	756	2 323	2 880	5 200	3 929	4 466	7144

Source : J.-P. Dubarry et A. Sanson-Carette, « Les grands contrats d'équipements », *Revue d'économie industrielle*, XXIV, (4), 1980, p. 113-119.

(24) Ces prêts bancaires d'une durée de 6 à 10 ans ont des taux flottants ; ils contribuent largement au « recyclage des pétro-dollars ». Selon le *Rapport annuel du CAD* en 1980 : l'attrait présenté par les prêts bancaires privés pour nombre des pays en développement a tenu à la facilité avec laquelle ils pouvaient être obtenus et à l'absence pratiquement totale de « condi-

tionnalité », avantage auquel les emprunteurs attachent une énorme importance, p. 177.

(25) Selon A. Postel-Vinay, ces crédits « s'inspirent du désir d'augmenter les exportations bien plus que du souci d'améliorer le sort des pays destinataires », art. cité, p. 1.

étant : l'Afrique du Sud, l'Algérie, la Libye, le Nigeria et le Zaïre. Les pays de la zone franc représentent, en 1979, 12,6 % des contrats hors OCDE. On peut toutefois noter un accroissement de leur part.

Les crédits commerciaux à long terme (recensés dans la balance des paiements comme sortie à long terme des résidents) sont la principale forme d'emploi des capitaux à long terme ; ce sont des crédits bancaires privés mais garantis par la Coface et dont les intérêts sont bonifiés par le Trésor. Ces crédits à l'exportation permettent, certes, de financer parfois des investissements utiles mais ils sont chers, vite remboursables et sont loin de répondre aux besoins des pays acheteurs.

Évolution des encours des engagements de garantie pris par la Coface vis-à-vis des EAM (millions F.F.)						
PAYS	1975 (31-XII)		1980 (31.XII)		Coefficient d'augmentation	
	court terme	moyen terme	court terme	moyen terme	court terme	moyen terme
<i>Côte-d'Ivoire</i>	337,3	947,1	1345,7	4833,0	400,0	510,0
<i>Cameroun</i>	308,2	1114,6	925,9	3679,9	300,0	331,0
<i>Sénégal</i>	258,1	440,4	605,6	1041,0	234,0	236,0
<i>Gabon</i>	200,5	3574,7	534,1	2832,4	267,0	79,0
<i>Congo</i>	112,7	1642,2	364,5	3422,9	325,0	208,0
<i>Madagascar</i>	229,3	128,0	392,8	1029,8	171,5	804,5
<i>Niger</i>	57,7	240,5	352,7	1589,2	611,2	662,0
Total 7 États	1484,1	8087,5	4421,3	18879,3		
%	74,5	91,4	75,7	89,3	298,0	233,4
AUTRES ÉTATS (<i>Bénin, RCA, Haute-Volta, Mali</i>)	508,4	761,0	1423,0	2266,0	280,1	297,7
<i>Mauritanie, Tchad, Togo</i>)						
%	25,5	8,6	24,3	10,7		
TOTAL 14 ÉTATS	1992,5	8848,5	5844,3	21145,3	293,3	239,0
Source : Calculs de l'auteur.						

Les encours totaux Coface sont passés de 10,8 milliards de francs, en 1975, à 27 milliards de francs, en 1980. Sept États représentent environ $\frac{3}{4}$ des encours à court terme et 90 % des encours à moyen terme. Toutefois, depuis la crise financière de la fin des années 1970, la garantie Coface a été retirée pour les exportations vers certains pays en état de cessation de paiements (Madagascar par exemple).

L'endettement croissant des EAM

Il résulte de cette généralisation d'une économie de crédit un endettement très rapide des PVD et en particulier des EAM (26). Ce sont évidemment les pays relativement les plus solvables qui se sont endettés le plus rapidement (Cameroun, Côte-d'Ivoire, Gabon) ; ainsi la dette de la Côte-d'Ivoire est passée de 205 millions \$ (1966) à 958 millions \$ (fin 1975) et à 3786 milliards \$ (fin 1979), soit respectivement 5 %, 6,8 % et 16,6 % des recettes d'exportation. Ces trois pays, qui représentaient environ la moitié de la dette des 14 États en 1973, en représentent près de 60 % en 1979 ; leur part du service de la dette (principal et intérêts) dans le total était de 71 %. De 1973 à 1979, la dette de ces trois pays a été multipliée par 5,6 et la dette auprès des prêteurs privés par 7. On observe toutefois un endettement accéléré — bien que moins rapide — pour les pays les moins avancés (PMA). Globalement, la dette des 14 États est passée de 2,3 milliards \$ (1973) à 11,1 milliards \$ (1979), dont respectivement 817 millions \$ (1973) et 5 393 millions \$ (1979) auprès des prêteurs privés.

Il est certain que les capacités de remboursement sont réduites et que la plupart des EAM peuvent être considérés comme étant insolvable à terme. Or l'endettement depuis le second choc pétrolier, accentué par la crise des cours des produits tropicaux (coton, arachide, cacao), a aggravé la situation financière extérieure de nombreux États. La plupart des pays africains connaissent une crise croissante de leurs finances publiques et extérieures. Les mesures drastiques prises sous le contrôle du FMI peuvent conduire à un redressement financier mais elles aggravent les crises sociales et politiques internes en entraînant une régression économique (cf. la décomposition du tissu économique malgache dû aux limites apportées aux importations).

(26) Rappelons que la seule dette publique extérieure des PVD à l'égard des banques était évaluée à 113 milliards \$ fin 1978 ; l'encours total de la dette extérieure

des PVD pouvant être estimée autour de 200 milliards \$; il atteindrait 520 milliards \$ fin 1981 ; le service de la dette s'élèverait à 110 milliards \$.

Dette publique externe en millions \$ U.S. (dette effectivement déboursée)							
	1973		1979		Service de la dette dette 1980	Indice d'accroissement	
	Total (1)	dont prêts privés (2)	Total (1)	dont prêts privés (2)		(1)	(2)
1. Côte-d'Ivoire	578	323	3642	2675	840,5	630	828
2. Cameroun	237	27	1633	638	211,9	689	2363
3. Gabon	346	255	1213	912	408,5	350	357
4. Congo	202	30	798	233	90,9	395	776
5. Sénégal	175	75	728	251	160,6	416	334
6. Togo	56	12	597	296	100,1	1066	2466
7. Mauritanie	705	224	590	133	102,6	562	604
8. Mali	285	7	545	23	28,5	191	328
9. Madagascar	116	13	347	67	43,5	299	515
10. Haute-Volta	30	1	256	16	11,3	853	1600
11. Niger	64	3	234	38	18,6	365	1266
12. Bénin	58	15	185	13	10,6	319	86
13. Tchad	38	9	171	29	16,7	450	322
14. Centrafrique	54	25	150	69	16,0	278	276
TOTAL 14 ÉTATS	2344	817	11089	5393	2060,3	473	680
Total Côte-d'Ivoire, Cameroun, Congo	1161	605	6488	4225	1460,9	559	698
% de ces 3 États	49,5	74,0	58,5	78,3	71,0		

Source : Calculs de l'auteur à partir des documents de la Banque mondiale.

Conclusion

Les changements politiques en France ont et auront des répercussions dans les relations économiques franco-africaines. L'abandon des ventes d'armes à l'Afrique du Sud, l'accroissement de l'aide passant de 0,3 % à 0,7 % du PNB, en 1985 (dont 0,15 % pour les PMA), la nationalisation des grands groupes industriels et financiers, une politique de coopération s'appuyant davantage sur les ONG (Organisations non gouvernementales), privilégiant des projets plus légers et s'orientant vers les pays les plus démunis, peuvent infléchir fortement les relations franco-africaines. L'accroissement de l'aide publique, les garanties de l'État aux prêts bancaires peuvent réorienter les flux financiers vers des projets peut-être moins rentables mais plus conformes aux besoins des populations.

Toutefois, les relations économiques franco-africaines s'insèrent dans un système international en crise caractérisé par l'inflation, par un ralentissement de la croissance, par le déséquilibre croissant des balances des paiements et par un rôle « d'intermédiation » financière joué par les banques privées transnationales. Ce sont les « marchés porteurs » et les économies solvables qui assurent le dynamisme des grandes entreprises françaises exportatrices et qui présentent le maximum de garanties de remboursement. Or, l'Afrique en voie de paupérisation a besoin d'une révolution agricole à base d'association culture-élevage pour réduire le déficit alimentaire, de projets urbains à faible intensité de capital, pour faire face à la croissance démographique et pour accueillir des millions d'urbains (scolarisés ou non) dont le taux d'accroissement annuel est de l'ordre de 6 à 7 %. Une nouvelle politique de coopération franco-africaine ne peut échapper à la contradiction entre la faible rentabilité, du moins à moyen terme, des projets de développement répondant aux besoins du plus grand nombre, et la rentabilité des projets commerciaux nécessaire pour donner un ballon d'oxygène aux entreprises françaises.

Fondamentalement, les relations commerciales et financières franco-africaines trouvent place dans le cadre général d'une politique de coopération. A l'intérieur des rapports de force internationaux et face à la pénétration des puissances américaine, soviétique et arabe en Afrique, l'avenir des relations franco-africaines est subordonné à la future politique de coopération. Trois voies apparaissent possibles : celle du mondialisme conduisant à accentuer la marginalisation relative de l'Afrique ; celle du renforcement des relations politiques entre la France et ses partenaires privilégiés ; celle, enfin, de l'intégration des relations bilatérales franco-africaines dans le cadre de la construction d'un espace Europe-Afrique.